MTL. - 1 - L.8120/1.

2 NOV 1962

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 septembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, et abrogeant les dispositions réglant l'octroi d'une allocation aux spécialistes militaires", a donné le 16 octobre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e september 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht en tot afschaffing van de schikkingen waarbij het toekennen van een toelage aan de militaire specialisten geregeld wordt", heeft de 16e oktober 1962 het volgend advies gegeven :

12 XI 62

Le projet modifie de nombreuses dispositions de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées.

Cet arrêté a déjà été modifié à douze reprises. Il serait souhaitable de reprendre dans un nouvel arrêté l'ensemble de la matière.

\+

\+ +

L'intitulé du projet est rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées et abrogeant les dispositions réglant l'octroi d'une allocation aux spécialistes militaires".

Suivant les explications données par le délégué du Ministre, les modifications apportées au statut pécuniaire impliquent la suppression de l'allocation due aux spécialistes. L'intitulé du projet ne doit pas nécessairement mentionner les divers objets qui sont traités : il suffit qu'il en indique le principal, à savoir les modifications apportées au statut pécuniaire.

\+

\+ +

.../...

En vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, les projets qui sont de nature à entraîner des dépenses nouvelles doivent être soumis à l'accord du Ministre des Finances. Cet accord ne figure pas dans le préambule du projet alors qu'il devrait, suivant l'article 24 du même arrêté, y être mentionné avec référence à sa date.

Le projet a sans doute été soumis à l'avis des Ministres réunis en conseil. Mais, selon les dispositions en vigueur, cet avis ne dispense de l'accomplissement d'aucune autre formalité. Et cet avis n'implique pas nécessairement par lui-même l'accord du Ministre des Finances. Il arrivera que la délibération en conseil des Ministres révélera cet accord, mais il n'empêche que le fait doit être vérifié dans chaque cas.

Les formalités de contrôle administratif et budgétaire sont prescrites dans l'intérêt exclusif de l'administration. La validité juridique de l'acte ne dépend pas de leur respect. C'est ce que le Conseil d'Etat, section de législation, a rappelé dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 5 octobre 1961.

Cependant, la considération que l'omission des formalités prescrites par cet arrêté n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un acte ne dispense évidemment pas le Gouvernement de se conformer aux prescriptions établies. On pourrait peut-être estimer que les formalités prescrites par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 aboutissent, en s'ajoutant au contreseing du Ministre des Finances prescrit par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921, à instituer des procédures administratives trop complexes

et trop lourdes. Si le Gouvernement en jugeait ainsi et estimait souhaitable de rendre ces procédures plus simples, il lui incomberait de modifier à cet effet les dispositions actuellement en vigueur.

Dans une circulaire du 26 janvier 1962 ayant trait à l'exécution de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, le Premier Ministre, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique écrivent notamment :

"L'attention est attirée sur le fait que les dossiers soumis soit au contreseing du Ministre des Finances en vertu de la loi du 20 juillet 1921, soit à son accord en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, mais qui tombent également sous l'application de l'article 8, doivent être introduits auprès du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions, qui se chargera de solliciter, soit le contreseing, soit l'accord du Ministre des Finances".

Une telle circulaire ne signifie pas - et ne pourrait du reste pas signifier - que l'accord du Ministre des Finances ne doit pas être visé dans le préambule du projet; l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 prévoit en termes exprès cette formalité.

\+

\+ +

Le présent projet étant un projet d'arrêté modificatif, il est inutile de le subdiviser en chapitres.

\+

\+ +

Article 3.

L'article 3 du projet abroge divers articles de l'arrêté royal du 9 avril 1952. Conformément à l'usage, une telle disposition devrait trouver sa place en fin d'arrêté.

\+

\+ +

Article 8.

L'article 8 du projet remplace l'article 23 de l'arrêté royal du 9 avril 1952, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1959, par la disposition suivante :

"Les traitements minimums et maximums des sous-officiers élèves des écoles d'officiers sont réduits de 4.000 francs".

S'il n'est pas possible qu'en raison de son âge un sous-officier élève dans une école d'officiers puisse bénéficier de son traitement maximum, il y aurait lieu de rédiger le nouvel article 23 de la manière suivante :

"Article 23.-

Le traitement minimum des sous-officiers élèves des écoles d'officiers est réduit de 4.000 francs".

\+

\+ +

Article 10.

La date d'entrée en vigueur des tableaux I A, I B et I C annexés au projet et la durée d'application des deux premiers de ces tableaux ne devraient pas figurer à l'article 10, mais bien dans l'article fixant l'entrée en vigueur du projet.

\+

\+ \+

Article 13.

L'article 13, § 4, du projet dispose :

"§ 4. Par rémunération nette au sens du présent article, il faut entendre la somme constituée par les éléments suivants :

- pour l'application du régime pécuniaire existant au 31 décembre 1961 :

1° ...

...

4° le reliquat éventuel de l'allocation de 7.800 francs octroyée à certains volontaires en vertu de l'arrêté royal du 2 juillet 1957 ou de l'arrêté royal du 15 octobre 1958;

... ".

Les arrêtés royaux des 2 juillet 1957 et 15 octobre 1958 ont été abrogés par l'arrêté royal du 11 mars 1961 relatif à la rémunération de certains militaires des forces armées, à partir du 1er avril 1961.

L'arrêté royal du 11 mars 1961 prévoit cependant une disposition qui sauvegarde aux intéressés leur rémunération de mars 1961 jusqu'au moment où ils pourront bénéficier d'une rétribution nette au moins égale.

A partir du 1er avril 1961, on ne peut donc plus parler d'allocation de 7.800 francs. Il y aurait dès lors lieu de modifier l'article 13, § 4, 4°.

Un texte est proposé ci-après pour répondre à cette observation.

L'article 13 abroge en son paragraphe 5 diverses dispositions relatives aux allocations accordées aux spécialistes militaires. Une telle disposition devrait trouver sa place dans un article dans lequel figureraient également les dispositions abrogatoires de l'article 3 du projet. Cet article devrait être inséré immédiatement avant les dispositions transitoires.

\+

\+ \+

Article 14.

L'article 14 du projet, qui a trait à son entrée en vigueur, révèle une situation d'une très grande complexité. Celle-ci est due au fait qu'avant de modifier régulièrement le statut pécuniaire par arrêté royal, le Gouvernement fixe, par voie de circulaires, de nouvelles dispositions que l'on applique même avec effet rétroactif. L'arrêté royal modifiant le statut intervient alors que

ces dispositions ont déjà été appliquées parfois depuis plusieurs années, comme c'est le cas en l'espèce. Il en résulte qu'il est indispensable de prévoir des dispositions concernant l'entrée en vigueur, extrêmement complexes, comme le sont celles de l'article 14 du projet.

Dans le cas présent, le projet est rendu encore plus compliqué par le fait que des augmentations accordées comme avances sur traitement ne sont plus actuellement considérées comme telles, d'où la nécessité, pour régulariser des situations passées, de prendre des arrêtés octroyant des allocations pour les années écoulées.

La procédure employée amène au résultat certain que le droit ne correspondra jamais à la réalité, la réglementation régulière n'intervenant que pour régulariser des situations de fait créées par des circulaires ministérielles.

De telles situations ne naîtraient pas si les modifications au statut pécuniaire étaient apportées, en temps utile, par un arrêté royal.

Tableau II.

Il résulte de la comparaison entre le tableau II de l'arrêté royal du 9 avril 1952, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1960, et le tableau II figurant au projet que l'assimilation du "chef de musique non revêtu d'un grade d'officier" à un grade de sous-officier n'est plus fixée, alors qu'une assimilation est prévue pour le sous-chef de musique principal, assimilation qui n'existe pas dans l'arrêté royal du 9 avril 1952.

.../...

La loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale prévoit en son article 42 les diverses classes auxquelles les musiciens peuvent être nommés, la classe la plus élevée étant celle de sous-chef de musique principal. Cette loi n'est pas encore entrée en vigueur. Il s'indiquerait, dès lors, de continuer à fixer, au tableau II annexé au projet, l'assimilation des chefs de musique non revêtus d'un grade d'officier et de prévoir également, pour le jour où la loi du 27 décembre 1961 entrera en vigueur, l'assimilation des musiciens faisant partie des classes prévues par cette loi.

Le projet appelle, pour le surplus, des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 9 AVRIL 1952 PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL APPOINTE DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 22 novembre 19[illegible], 19 juin 1956, 6 mai 1957, 2 juillet 1957, 6 août 1957, 26 février 1958, 30 avril 1958, 6 janvier 1959 et 7 décembre 1960;

.../...

Vu l'arrêté royal du 20 août 1952 portant le statut des spécialistes militaires;

Vu les accords du Ministre de la Fonction publique donnés les 24 novembre 1960 et 28 février 1961, ainsi que les accords du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique donnés les 16 mai 1961 et 7 mai 1962;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Art. 1er, du projet.

Article 1er.-

... (texte de l'article 1er du projet) ...

Art. 2.

Article 2.-

... (texte de l'article 2 du projet) ...

Art. 4.

Article 3.-

L'article 12 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, pour le calcul de la moitié des services militaires effectifs prévue à l'article 7, § 1er, 2°, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois".

Article 4.-

Art.5. Un article 20bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 20bis. Par dérogation à l'article 6, le traitement annuel d'un militaire ayant atteint l'âge de 21 ans ne peut être inférieur à 50.000 francs.

Ce traitement est accordé jusqu'au moment où l'intéressé obtient un traitement au moins égal par application du présent statut pécuniaire".

Article 5.-

Art.6 et 7. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 21 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 août 1957, 26 février 1958 et 30 avril 1958 :

1° au § 1er, les mots : "134.000 francs pour les officiers médecins" sont remplacés par les mots "138.000 francs pour les officiers médecins";

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Par dérogation aux dispositions du présent arrêté, le traitement annuel à allouer à un officier de réserve ne peut être inférieur à : ... (suit le tableau de l'article 7 du projet) ... ".

Toutefois, pour les officiers médecins, pharmaciens et dentistes de réserve servant volontairement en temps de paix pour participer à l'encadrement des forces armées, le traitement annuel, en ce comprise la majoration prévue à l'article 22, § 2, ne peut être inférieur à :

138.000 francs pour les officiers médecins;

120.000 francs pour les officiers pharmaciens et dentistes".

Art.8. Article 6.-

... (texte de l'article 8 du projet, sous réserve de l'observation formulée ci-dessus concernant cet article) ...

Art.9. Article 7.-

L'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29.

§ 1er.

1° les services militaires effectifs accomplis entre 18 et 21 ans dans le groupe auquel appartiennent les militaires intéressés sont admissibles pour l'octroi des augmentations biennales des traitements :

- des officiers promus sous-lieutenants avant le 10 mai 1940;
- des militaires au-dessous du rang d'officier qui, à la date du 12 avril 1952, faisaient partie du personnel de carrière des forces armées;

2° ... (comme au projet) ...

3° ... (comme au projet) ...

§ 2. ... (comme au projet) ...

§ 3. Pour l'application du § 1er, 2° et 3°, et du § 2, ne sont pas prises en considération les périodes déjà admises pour l'attribution au militaire de bonifications d'ancienneté comme invalide de guerre".

.../...

Article 8.-

Art.10 et 11 sauf les trois dernières phrases de l'art.10, al.1er.

§ 1er. Le tableau I annexé au même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1958 et 7 décembre 1960 est remplacé par les tableaux I A, I B et I C annexés au présent arrêté.

Le Ministre de la Défense nationale détermine la subdivision à laquelle appartiennent les soldats et caporaux.

§ 2. Le tableau II annexé au même arrêté modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1960 est remplacé par le tableau II annexé au présent arrêté.

Article 9.-

Art.3 et 13, § 5.

Sont abrogés :

1° dans l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées :

a) l'article 9, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1960;

b) l'article 10;

c) l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1957;

2° l'article 10 de l'arrêté royal du 20 août 1952 portant le statut des spécialistes militaires;

3° l'arrêté royal du 26 novembre 1952 relatif à l'allocation octroyée aux spécialistes militaires.

.../...

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 10.-

Art.12. ... (texte de l'article 12 du projet) ...

Article 11.-

Art. 13. ... (texte de l'article 13 du projet, sous les deux réserves suivantes :

1° rédiger le § 4, 4°, de la manière suivante :

" 4° le montant qui, en application de l'arrêté royal du 11 mars 1961 relatif à la rémunération de certains militaires des forces armées, a été attribué aux intéressés afin de sauvegarder leur rétribution telle qu'elle était fixée avant l'entrée en vigueur dudit arrêté".

2° omettre le § 5.

Article 12.-

Art. 14. § 1er. L'article 1er et, lorsqu'ils intéressent les militaires au-dessous du rang d'officier, les articles 2, 7 et 9, 1°, produisent leurs effets le 1er janvier 1960.

§ 2. Les articles 3, 4 et 5 et, lorsqu'ils intéressent les officiers, les articles 2, 7 et 9, 1°, produisent leurs effets le 1er janvier 1961.

§ 3. Les articles 6 et 10 produisent leurs effets le 1er avril 1961.

.../...

§ 4. Les articles 8, § 2, et 11 produisent leurs effets le 1er janvier 1962.

§ 5.

1° Le tableau I A produit ses effets le 1er janvier 1960 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1960;

2° le tableau I B produit ses effets le 1er janvier 1961 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1961;

3° le tableau I C produit ses effets le 1er janvier 1962.

Art. 15.

Article 13.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

Het ontwerp wijzigt talrijke bepalingen van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het woddetrekkend personeel der krijgsmacht.

Dat besluit is reeds twaalf maal gewijzigd. Een nieuw besluit over de hele stof ware wenselijk.

+

\+ +

Het opschrift van het besluit is :
"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht en tot afschaffing van de schikkingen waarbij het toekennen van een toelage aan de militaire specialisten geregeld wordt".

Naar de gemachtigde van de Minister verklaart, wordt de bezoldigingsregeling zo gewijzigd, dat onder meer de toelage voor specialisten wordt afgeschaft. Het opschrift hoeft niet noodzakelijk alle behandelde onderwerpen aan te kondingen ; met de hoofdzaak, hier de wijzigingen aan de bezoldigingsregeling, kan worden volstaan.

+

\+ +

.../...

Krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, worden aan de Minister van Financiën voor akkoord voorgelegd, de ontwerpbesluiten waardoor nieuwe uitgaven kunnen ontstaan. Krachtens artikel 24 moeten zulke besluiten in hun aanhef dat akkoord, met zijn datum, vermelden. Aan die eis is hier niet voldaan.

Het ontwerp moge de in raad vergaderde Ministers voor advies zijn voorgelegd, volgens de geldende bepalingen ontslaat dit advies niet van enige andere formaliteit. Het impliceert bovendien niet vanzelf, dat de Minister van Financiën zijn instemming heeft betuigd. Wel zal vaak uit het overleg in Ministerraad die instemming blijken, maar verificatie voor elk geval blijft nodig .

De formaliteiten inzake administratieve en begrotingscontrole zijn voorgeschreven in het uitsluitend belang van de administratie. De rechtsgeldigheid van de handeling hangt niet af van de naleving van die formaliteiten. Hierop heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, gewezen in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 is geworden.

Maar dat het nalaten van de in dat besluit voorgeschreven formaliteiten geen nietigverklaring van een handeling tot gevolg kan hebben, betekent vanzelfsprekend niet, dat de Regering van de verplichting tot het in acht nemen van de gegeven voorschriften

ontslagen zou zijn. Men kan van mening zijn, dat de formaliteiten die het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 voorschrijft, met dan nog de medeondertekening van de Minister van Financiën, volgens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921, tot al te ingewikkelde en logge administratieve procedures leiden. Mocht de Regering die mening inderdaad zijn toegedaan en vereenvoudiging wenselijk achten, dan zou zij de thans geldende bepalingen met het oog daarop moeten wijzigen.

In een omzendbrief van 26 januari 1962 met betrekking tot de uitvoering van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 schrijven de Eerste-Minister, de Minister van Financiën en de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt onder meer :

"De aandacht wordt gevestigd op het feit dat de dossiers die moeten voorgelegd worden hetzij aan de medeondertekening van de Minister van Financiën bij toepassing van de wet van 20 juli 1921, hetzij aan zijn akkoord bij toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, maar die eveneens onder de toepassing van artikel 8 vallen, moeten ingediend worden bij de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, die zich zal gelasten hetzij om de medeondertekening, hetzij om het akkoord van de Minister van Financiën te verzoeken".

.../...

Zodanige omzendbrief betekent niet - en kan overigens niet betekenen - dat de aanhef van het ontwerp het akkoord van de Minister van Financiën niet hoeft te vermelden ; deze formaliteit is in artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 uitdrukkelijk voorgeschreven.

\+

\+ +

Voor een wijzigingsbesluit, zoals het onderhavige, is onderverdeling in hoofdstukken overbodig.

\+

\+ +

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp heft een aantal artikelen uit het koninklijk besluit van 9 april 1952 op. Men brenge, zoals gebruikelijk is, een zodanige bepaling over naar het einde van dat besluit.

\+

\+ +

.../...

Artikel 8.

Artikel 8 van het ontwerp vervangt artikel 23 van het koninklijk besluit van 9 april 1952, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1959, als volgt :

"De minimum en de maximumwedden van de onderofficieren leerlingen aan de officierenschool worden met 4.000 frank verminderd".

Voor zover het uitgesloten mocht zijn, dat een aan een officierenschool studerend onderofficier oud genoeg kan zijn om zijn maximumwedde te bereiken, zou het nieuwe artikel 23 als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 23.-

De minimumwedde van onderofficieren die leerling zijn aan een officierenschool, wordt met 4.000 frank verminderd".

+

+ +

Artikel 10.

De datum van de inwerkingstelling van de bij het ontwerp gevoegde tabellen I A, IB en I C, en de geldingsduur van de eerste twee moeten niet worden aangegeven in artikel 10, maar in het artikel dat de inwerkingtreding van het ontwerp regelt.

+

+ +

Artikel 13.

Artikel 13, § 4, van het ontwerp bepaalt :

"§ 4. Door maandelijkse netto-bezoldiging in de zin van dit artikel dient verstaan te worden de som die uit volgende bestanddelen samengesteld is :

- voor de toepassing van het op 31 december 1961 bestaande geldelijk stelsel:

1° ...

...

4° het gebeurlijk overschot van de toelage van 7.800 frank die aan zekere beroepsvrijwilligers toegekend wordt krachtens koninklijk besluit van 2 juli 1957 of koninklijk besluit van 15 oktober 1958 ;

...".

De koninklijke besluiten van 2 juli 1957 en 15 oktober 1958 zijn met ingang van 1 april 1961 opgeheven door het koninklijk besluit van 11 maart 1961 betreffende de bezoldiging van bepaalde militairen van de krijgsmacht.

Het koninklijk besluit van 11 maart 1961 bevat echter een bepaling die de betrokkenen hun bezoldiging van maart 1961 waarborgt, tot zij op een tenminste gelijke nettobezoldiging aanspraak kunnen maken.

.../...

Sinds 1 april 1961 kan dus niet langer van een toelage van 7.800 frank worden gesproken. Artikel 13, § 4, 4°, behoort dan ook gewijzigd te worden.

Hierna wordt met inachtneming van die opmerking een tekst voorgesteld.

Paragraaf 5 van artikel 13 heft een aantal bepalingen op die betrekking hebben op de toelagen voor militaire specialisten. Een zodanige bepaling zou thuis horen in een artikel dat ook de opheffingsbepalingen van artikel 3 van het ontwerp zou bevatten, en onmiddellijk vóór de overgangsbepalingen zou staan.

\+
\+ \+

Artikel 14.

Artikel 14 van het ontwerp, dat over de inwerkingtreding handelt, wijst op het bestaan van een uiterst ingewikkelde toestand. Deze is hieraan te wijten, dat de Regering, alvorens de bezoldigingsregeling op regelmatige wijze bij koninklijk besluit te wijzigen, door middel van omzendbrieven nieuwe bepalingen vaststelt welke zelfs met terugwerkende kracht worden toegepast. Het koninklijk besluit tot wijziging van de bezoldigingsregeling komt tot stand nadat die bepalingen soms al jaren zijn toegepast, zoals nu het geval is. Uiterst ingewikkelde bepalingen, zoals die van artikel 14 van het ontwerp, zijn dan ook nodig voor de inwerkingstelling.

.../...

In het onderhavige geval komt daar nog de verwikkeling bij, dat verhogingen die als weddevoorschotten zijn toegestaan, thans niet meer als zodanig worden beschouwd ; vandaar, wil men vroegere toestanden regulariseren, de noodzaak van besluiten die toelagen verlenen voor de verstreken jaren.

Het onvermijdelijke gevolg van zulk een werkwijze is, dat het recht nooit met de feiten overeenstemt, aangezien de regelmatige verordening slechts tot stand komt voor het regulariseren van feitelijke toestanden die door ministeriële omzendbrieven in het leven zijn geroepen.

Zodanige toestanden zouden niet ontstaan, als de wijzigingen aan de bezoldigingsregeling te gepasten tijde bij koninklijk besluit werden aangebracht.

Tabel II.

Uit een vergelijking van tabel II van het koninklijk besluit van 9 april 1952, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960, met tabel II van het ontwerp blijkt, dat de gelijkstelling van "kapelmeester niet bekleed met een graad van officier" met een graad van onderofficier niet meer voorkomt, terwijl er, anders dan in het koninklijk besluit van 9 april 1952, wel een gelijkstelling is voor de hoofdonderkapelmeester.

.../...

De wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht bepaalt in artikel 42, in welke klassen de muzikanten kunnen worden benoemd ; de hoogste klasse is die van de hoofdonderkapelmeester. Die wet is nog niet in werking getreden. Het ware derhalve geraden, in de bij het ontwerp gevoegde tabel II gelijkstelling te blijven behouden voor kapelmeesters die geen officiersgraad hebben, en tegen de dag dat de wet van 27 december 1961 in werking treedt, gelijkstelling te voorzien voor de muzikanten die tot de in die wet bedoelde klassen behoren.

Voorts zijn bij het ontwerp vormopmerkingen te maken waarmede de hiernavolgende tekst rekening houdt :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 9 APRIL 1952 HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET WEDDETREKKEND PERSONEEL DER KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke

.../...

besluiten van 22 november 1955, 19 juni 1956, 6 mei 1957, 2 juli 1957, 6 augustus 1957, 26 februari 1958, 30 april 1958, 6 januari 1959 en 7 december 1960 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 houdende het statuut van de militaire specialisten;

Gelet op de akkoorden van de Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 24 november 1960 en 28 februari 1961, en op de akkoorden van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 16 mei 1961 en 7 mei 1962 ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Art.1 van het ontwerp.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het wedde-trekkend personeel der krijgsmacht wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 5.- De schalen der jaarweddenvan het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, zoals ze zijn vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabellen IA, IB en IC, omvatten twee groepen :

groep 1 : officieren ;
groep 2 : militairen beneden de rang van officier".

Artikel 2.-

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.- § 1. Voor het toekennen van de tweejaarlijkse verhogingen komen in aanmerking :

1° voor alle militairen, alle werkelijke militaire diensten die zij na de leeftijd van 21 jaar als lid van leger of Rijkswacht volbracht hebben in de weddegroep waarbij zij ingedeeld zijn ;

2° voor officieren, de helft van de werkelijke militaire diensten die zij na de leeftijd van 25 jaar als lid van leger of Rijkswacht beneden de rang van officier volbracht hebben.

§ 2. De tweejaarlijkse verhogingen worden toegekend bij het verstrijken van ieder tijdperk van twee jaren in aanmerking komende militaire diensten".

.../...

Artikel 3.-

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Bij het berekenen van de in artikel 7, § 1, 2°, bedoelde helft van de werkelijke militaire diensten echter telt elk gedeelte van een maand, dat na deling overblijft, voor een maand".

Artikel 4.-

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 20bis.- In afwijking van artikel 6 mag de jaarwedde van een militair die de leeftijd van 21 jaar bereikt heeft, niet lager zijn dan 50.000 frank.

Die wedde wordt toegekend totdat de belanghebbende bij toepassing van deze bezoldigingsregeling een ten minste gelijke wedde bereikt".

Artikel 5.-

Artikelen 6 en 7. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1957, 26 februari 1958 en 30 april 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in § 1 worden de woorden : "134.000 frank voor de officieren-geneesheren" vervangen door de woorden : "138.000 frank voor officieren-geneesheren" ;

2° paragraaf 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. In afwijking van het bepaalde in dit besluit mag de aan een reserveofficier uit te keren jaarwedde niet lager zijn dan : ... (hier volgt de tabel van artikel 7 van het ontwerp) ...

Voor reserveofficieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen die in vredestijd ter aanvulling van de kaders van de krijgsmacht vrijwillig dienst nemen, mag de jaarwedde, met inbegrip van de in artikel 22, § 2, bedoelde verhoging, echter niet lager zijn dan :

138.000 frank voor officieren-geneesheren ;
120.000 frank voor officieren-apothekers en -tandartsen".

Artikel 6.-

Art. 8. ... (Tekst van artikel 8 van het ontwerp met inachtneming van de daarover in het advies gemaakte opmerking)...

Artikel 7.-

Art. 9. Artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 29.- § 1. 1° De werkelijke militaire diensten die tussen 18 en 21 jaar volbracht zijn in de groep waartoe de betrokken militairen behoren, worden in aanmerking genomen voor de uitkering van de tweejaarlijkse weddeverhogingen :

- voor officieren die vóór 10 mei 1940 tot onderluitenant werden bevorderd ;
- voor militairen beneden de rang van officier die op 12 april 1952 deel uitmaakten van het beroepspersoneel van de krijgsmacht.

2° De werkelijke diensten van militairen uit de weddegroep 2 die in de periode vóór 1 februari 1949 ten minste één maand zulke diensten tellen, worden vermeerderd met de tijd waarin zij, tussen 10 mei 1940 en 8 mei 1945, geïnterneerd of opgesloten zijn geweest, hetzij als politiek gevangene, hetzij als krijgsgevangene zonder dat zij de hoedanigheid van militair in actieve dienst hadden ;met de duur van de gevangenschap wordt slechts rekening gehouden voor zover de belanghebbenden meer dan 21 jaar oud waren.

De grensleeftijd van 21 jaar wordt tot 18 jaar teruggebracht voor hen die op 12 april 1952 tot het beroepspersoneel van leger of Rijkswacht behoorden.

.../...

3° De werkelijke diensten van militairen uit de weddegroep 1 die in de periode vóór 1 februari 1949 ten minste één maand dienst in die weddegroep tellen, worden vermeerderd met de helft van de tijd waarin zij, ... (voorts als onder 2° hierboven) .

§ 2. De werkelijke diensten van militairen uit de weddegroep 1 die in de periode vóór 1 februari 1949 ten minste een maand en ten hoogste vier jaren dienst in die weddegroep tellen, worden vermeerderd met de helft van de werkelijke diensten die zij tussen 10 mei 1940 en 8 mei 1945 in de lagere weddegroep tussen 21 en 25 jaar hebben volbracht.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, 2° en 3°, en van § 2 worden niet in aanmerking genomen de perioden waarmede reeds rekening is gehouden voor de toekenning van anciënniteitsbijslag als oorlogsinvalide aan de militair".

Artikelen 10 en 11, behalve de drie laatste volzinnen van artikel 10, eerste lid.

Artikel 8.-

§ 1. Tabel I bij hetzelfde besluit, zoals dit is gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 april 1958 en 7 december 1960, wordt door de bij het tegenwoordige besluit gevoegde tabellen IA, IB, IC vervangen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt tot welke onderverdeling soldaten en korporaals behoren.

.../...

§ 2. Tabel II bij hetzelfde besluit, zoals dit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960, wordt door de bij het tegenwoordige besluit gevoegde tabel II vervangen.

Artikel 9.-

Artikelen 3 en 13, § 5.

Opgeheven worden :

1° in het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht :

a) artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1960 ;

b) artikel 10 ;

c) artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1957 ;

2° artikel 10 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 houdende het statuut van de militaire specialisten ;

3° het koninklijk besluit van 26 november 1952 betreffende de toelage verleend aan de militaire specialisten.

.../...

Artikel 10.-

Art. 12. § 1. Over het tijdperk tussen 1 januari 1960 en 31 maart 1961 vinden de bepalingen van dit besluit geen toepassing op militairen beneden de rang van officier, voor iedere periode waarin zij de jaarlijkse toelage genoten als bepaald :

1° hetzij ... (als in het ontwerp) ...;

2° hetzij ... (als in het ontwerp) ...

Gedurende dat tijdperk blijven de betrokkenen de vroegere bezoldigingsregeling genieten.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel worden militairen beneden de rang van officier, die bedoeld zijn in artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1959 tot vaststelling van het geldelijk stelsel van zekere kategorieën van het in Afrika gekampeerd personeel, altijd geacht de in § 1 genoemde jaarlijkse toelage van 7.800 frank niet te hebben genoten.

Artikel 11.-

Art. 13. § 1. Vanaf 1 januari 1962 genieten militaire specialisten niet langer de bijkomende bezoldiging die in de vorm van een toelage voor militair specialist toegekend wordt.

§ 2. Voor de periode tussen 1 januari 1962 en 30 juni 1962 mag de maandelijkse nettobezoldiging van de onder § 1 bedoelde militairen niet lager zijn dan die welke hun krachtens de op 31 december 1961 bestaande bezoldigingsregeling zou zijn uitgekeerd.

.../...

§ 3. Voor de periode na 30 juni 1962 wordt de maandelijkse nettobezoldiging van dezelfde militairen vastgesteld met toepassing van de sedert 1 januari 1962 ingevoerde bezoldigingsregeling.

Indien de betrokkenen ingevolge het vorige lid op 1 juli 1962 geen maandelijkse nettobezoldiging ontvangen die gelijk is aan of hoger ligt dan die welke zij overeenkomstig § 2 hierboven op 30 juni 1962 hadden verkregen, behouden zij het bedrag van die laatste bezoldiging.

De waarde van het bedrag dat bij voorkomend geval op 1 juli 1962 toegekend werd boven de maandelijkse nettobezoldiging waarvan sprake in het eerste lid, wordt opnieuw berekend telkens als die maandelijkse nettobezoldiging een vermeerdering ondergaat doordat de wedde van de militair verhoogd wordt overeenkomstig de regeling tot vaststelling van de weddeschalen der weddegroepen.

§ 4. Onder maandelijkse nettobezoldiging in de zin van dit artikel dient te worden verstaan het bedrag dat uit de volgende bestanddelen is samengesteld :

- voor de toepassing van het op 31 december 1961 bestaande geldelijk stelsel:

  1° de wedde verminderd met de inhouding ten voordele van het fonds voor pensioenen der weduwen en wezen;

  2° de haard- of standplaatstoelage;

  3° de toelage voor militair specialist;

  4° het bedrag dat met toepassing van het koninklijk besluit van 11 maart 1961 betreffende de bezoldiging van sommige militairen van de krijgsmacht aan de

.../...

betrokkenen is toegekend ter vrijwaring van hun bezoldiging zoals die vóór de inwerkingtreding van dat besluit was vastgesteld;

5° de toelage vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van ... tot toekenning van een toelage vanaf 1 januari 1961 aan zekere weddetrekkende militairen van de krijgsmacht;

- voor de toepassing van de op 1 januari 1962 vastgestelde bezoldigingsregeling :

1° de wedde verminderd met de inkomsten ten voordele van het fonds voor pensioenen der weduwen en wezen;

2° de haard- of standplaatstoelage;

3° de toelage vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van ... tot toekenning van een toelage vanaf 1 januari 1961 aan zekere weddetrekkende militairen van de krijgsmacht.

... (§ 5 vervalt) ...

Artikel 12.-

Art. 14. § 1. Artikel 1 en, wanneer zij militairen beneden de rang van officier betreffen, de artikelen 2, 7 en 9, 1°, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1960.

§ 2. De artikelen 3, 4 en 5 en, wanneer zij officieren betreffen, de artikelen 2, 7 en 9, 1°, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1961.

.../...

§ 3. De artikelen 6 en 10 hebben uitwerking met ingang van 1 april 1961.

§ 4. De artikelen 8, § 2,en 11 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1962.

§ 5.

1° tabel I A heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1960 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 1960;

2° tabel I B heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1961 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 1961;

3° tabel I C heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1962.

Artikel 13.-

Art. 15. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.